



PENSER
VOYAGER
DÉCOUVRIR

AUTREMENT



Liberté, égalité, bien manger!

Tout citoyen devrait avoir accès à des aliments sains et de qualité. Pour les intellectuels et les chefs qui dénoncent les ravages de l'agro-industrie, c'est un enjeu politique majeur.

Curieuse époque où la nourriture, source de vie et de plaisir, se transforme en objet de suspicion. Et où le consommateur, un peu déboussolé, ne sait plus où planter sa fourchette, pris entre l'injonction de manger cinq fruits et légumes par jour pour sa santé et le sentiment de s'empoisonner à petit feu quand il apprend qu'ils sont bourrés de résidus de produits phytosanitaires. De quoi avoir de plus



en plus de mal à comprendre la passivité des politiques face à un sujet aussi essentiel... Devant cette apathie, un bataillon de chefs cuisiniers, de paysans, d'intellectuels et d'artistes ont lancé fin février un « appel au droit à bien manger pour tous » 1. Leur constat est sévère : il existe aujourd'hui une fracture alimentaire entre « une frange privilégiée de la population qui a accès à une éducation au goût et à des produits de qualité, et la majorité des citoyens soumise à un passage de consommation dicté par la grande distribution. L'accès au "bien manger" ne doit pas être un privilège mais un droit inaliénable et indépendant de toute notion de revenu », clame le manifeste, qui veut apostropher les candidats à la présidentielle. En mettant sur la table cette évidence : le contenu de nos assiettes est un véritable enjeu de société dont les politiques doivent s'emparer de toute urgence. Car s'y mêlent des problématiques essentielles – écologie, santé, agriculture, économie, social, éducation...

« Certes, une partie de la planète n'a pas la possibilité de se poser ces questions-là parce qu'elle ne mange pas à sa faim. Mais il y a aujourd'hui une part de plus en plus grande de l'humanité qui souffre d'obésité, est victime de pathologies liées aux résidus de pesticides, de fongicides et d'herbicides, aux perturbateurs endocriniens », martèle le chef Olivier Roellinger, en première ligne de ce combat pour le « bien manger ». « Avoir la possibilité d'acquérir des aliments de qualité sans aller dans des établissements de luxe est un enjeu fondamental, et politique. La première des libertés est de pouvoir choisir son alimentation. »

Les voix sont de plus en plus nombreuses à s'élever pour réclamer une vraie politique alimentaire, de la fourche à la fourchette, faisant le trait d'union entre le mal-être des campagnes et celui des villes, le blues du (petit) producteur et celui du consommateur. Dans *Du coq à l'âme*, portrait d'un écrivain en gastronome, le romancier Marc Dugain tonne contre « l'irrespect du business agroalimentaire envers l'être humain ». « Je ne peux accepter qu'une industrie me détruise au nom de sa croissance et de son profit. Détruit les gens, les enfants. Heureusement, en même temps que cette pression industrielle, se confirme la montée en

puissance d'une nouvelle conscience : celle que la vie est intimement liée à la façon dont on se nourrit », observe celui qui épingle dans ses derniers ouvrages des dirigeants impuissants et coupés des réalités sociales.

La journaliste et documentariste Isabelle Saporta ne mâche pas ses mots non plus, au terme de quinze années à enquêter dans le monde agroalimentaire. « Quinze ans pendant lesquels les politiques ont été incapables de s'élever pour protéger nos enfants des pesticides ou pour qu'ils se nourrissent sainement à la cantine, pour que nous sachions ce que nous mangeons », peste-t-elle dans un livre coup de gueule, *Du courage!*. Chapitre après chapitre, elle y inventorie les petites lâchetés et grands renoncements des politiques. Mais rend aussi hommage à ceux qui agissent, telle Brigitte Allain, députée Europe-Ecologie-Les Verts qui a bataillé pendant des mois pour tenter d'imposer 20% de bio et 40% de produits issus de l'agriculture locale dans les cantines scolaires – un projet de loi retoqué par le Sénat, avant d'être adopté à l'Assemblée, puis finalement censuré en janvier par le Conseil constitutionnel pour... « non respect de la procédure parlementaire ».

« Les cantines sont un levier majeur pour reprendre en main notre alimentation », observe la journaliste. En France, plus de six millions d'enfants y déjeunent chaque jour, et un milliard de repas y sont servis chaque année. » Assez pour enclencher un cercle vertueux, en mettant au menu une nourriture relocalisée, resaisonnalisée, moins carnée et moins gourmande en eau. Et pour réduire aussi la fracture alimentaire : « Faire manger sainement tous les enfants, c'est d'utilité publique, car nous ne sommes pas tous égaux face à la nourriture. » Un point

À LIRE

Une histoire politique de l'alimentation, de Paul Ariès, éd. Max Milo, 2016, 446 p., 24,90€.

Du courage!, d'Isabelle Saporta, éd. Fayard, 2017, 180 p., 14,90€.

Marc Dugain : Du coq à l'âme, de Claire Byache, éd. Keribus, 2016, 94 p., 10€.

de vue partagé par le politologue Paul Ariès, spécialiste de l'alimentation, et directeur de l'Observatoire international de la gratuité du service public, qui met en avant l'exemple de la Suède. Dans ce pays, depuis près de dix ans, tous les enfants scolarisés déjeunent gratuitement à la cantine. « La première motivation de cette politique n'est pas économique mais éducative, souligne-t-il. Par le biais de la table, on peut faire passer un certain nombre de référents culturels. »

L'éducation, point de départ évident de toute politique alimentaire. Pour former des mangeurs éduqués, et pourquoi pas des citoyens éclairés. Dans sa copieuse *Histoire politique de l'alimentation*, Paul Ariès rappelle : « L'éducation au goût faisait déjà partie du projet de la philosophie des Lumières, dont l'objectif était de développer la capacité de jugement dans tous les domaines. Elle postulait que l'esprit critique ne se construit pas seulement dans les livres de philosophie mais aussi à table. Si les gens apprennent à différencier les saveurs, il y a plus de chances qu'ils apprennent à différencier aussi les idées. Si on sait ce que manger veut dire, on votera peut être mieux. »

Les enjeux de l'alimentation structurent les sociétés humaines depuis la nuit des temps, rappelle le chercheur : « La politique est née avec l'alimentation dès le paléolithique, à travers les grandes chasses et la gestion des stocks alimentaires, le premier bien commun de l'humanité. La division politique de la société commence avec la mainmise d'une minorité sur ces stocks : de source de vie, l'aliment devient expression du pouvoir. » Quelques milliers d'années plus tard, la table connaît d'autres mutations, économiques et industrielles. Aux pénuries d'hier a succédé la malbouffe, à la peur de manquer, l'angoisse du mal

« Bien se nourrir ne doit pas être un privilège mais un droit inaliénable. » – Olivier Roellinger, chef



« Les cantines sont un levier majeur pour reprendre en main notre alimentation. » – Isabelle Saporta, journaliste

manger. Et une véritable politique alimentaire reste à inventer pour sortir de l'impasse actuelle, d'un système agro-industriel en surchauffe qui conduit la planète et le mangeur dans le fossé. *« Pour cela, il faut saisir la politique de l'alimentation par les deux bouts, plaide Paul Ariès. En prenant en compte l'aspect agricole, et donc en refusant le modèle productiviste, celui d'un monde sans paysans. Mais en redécouvrant aussi ce que manger veut dire. Ces dernières années, on a réduit la question de l'alimentation à la seule dimension nutritionnelle, avec une approche de plus en plus diététique et hygiénique, et en oubliant la dimension collective. On est passé du mangeur au consommateur. »*

Pour Paul Ariès, changer le contenu de l'assiette est nécessaire mais pas suffisant. Il faut aussi changer le rapport à l'alimentation, *« retrouver sa dimension symbolique, ritualisée, refaire de la table un langage »*. En se souvenant que les aliments ont une saisonnalité, que l'arrivée de la première fraise a une signification. Ou que la table est un lieu de commensalité, de partage. *« Sans cela, nous ne pourrions réussir la transition vers une alimentation écologiquement et socialement responsable. »*

Mais cette transition ne pourra réussir si on laisse peser sur les seules épaules du consommateur la responsabilité des arbitrages – à lui d'acheter bio et/ou local pour soutenir un modèle de production vertueux. Car nous sommes inégaux, économiquement, culturellement, face à ces choix. Au politique, donc, de peser de tout son poids pour renverser la table... *« Une vie comprend environ cent mille repas, calcule Paul Ariès. L'alimentation hors foyer en représente 50%. La restauration sociale (scolaire, d'entreprise, hospitalière, pénitentiaire) représente environ la moitié de ces 50% : les pouvoirs publics disposent d'un bon levier. »*

Il en va de notre environnement, de notre santé, mais pas seulement... Car la façon dont on se nourrit dessine aussi le monde dans lequel on vit. *« La réflexion autour du "bien manger" relaye tout le débat relatif à ce que l'on appelle le "bien vivre". La philosophie du mouvement Slow Food, né en réaction aux fast-foods, à la désaisonnalisation et à la déstructuration du temps des repas, a ainsi ouvert la voie aux expériences de "slow management" ou au réseau des villes "lentes" privilégiant la qualité de vie, l'économie de proximité, le respect*

des paysages... » Derrière notre rapport à l'assiette, c'est toute une philosophie qui s'exprime, un certain rapport au monde, au temps, à la consommation. Le choix, peut-être, du « moins mais mieux ». Et une reconnexion au vivant, à la terre et à ceux qui la travaillent, en prenant conscience que les produits que nous ingérons ont une histoire et n'ont pas pris racine dans les rayons du supermarché.

L'alimentation, le pivot d'un changement de système? Comme le dit Marc Dugain, *« manger est une arme de destruction massive, et c'est une arme d'autodéfense aussi. Une arme fondamentale pour la France qui est un grand pays agricole et en même temps un grand pays gastronomique »*. Gageons que les politiques sauront prendre conscience de l'enjeu en écoutant les voix qui s'élèvent. Celle d'Olivier Roellinger, par exemple: *« Fut une époque où la France a eu l'audace de proclamer les droits de l'homme. Pourquoi n'aurait-elle pas aujourd'hui l'audace de proclamer le droit au "bien manger" ? »*

– **Virginie Félix**

Illustrations **Ana Jaks** pour Télérama
www.atabula.com/appel-au-droit-a-bien-manger/